

La France et nous (2)

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Cherchons la base des affirmations de A.O. sur l'ouverture, les droits de l'homme, la démocratie et le reste de la France et de l'Europe. J'ai écrit, admettons, que la France par un changement nous reconnaisse le statut d'hommes ayant des droits. Voyons les faits. La loi du 23 février affirme que la colonisation a eu des effets positifs et que la France a construit des routes, des hôpitaux, des écoles, etc. En 1920, près d'un siècle après 1830, seuls 47 étudiants étaient parvenus à la fac. Quarante-sept ! En 1962, la France laisse en Algérie 96% d'analphabètes femmes et 94% d'analphabètes hommes. Les hôpitaux ne sont installés que dans les zones européennes et les routes sont toutes des routes coloniales servant à l'activité économique des colons. Ce n'est pas cela qui est grave. Plus de quarante ans après 1962, en parlant d'aspects positifs, la France continue sa «guerre d'Algérie» en mettant sur le même plan colons et colonisés, oppresseurs et opprimés. S'il existait des aspects positifs la guerre de Libération était au moins une erreur, de la précipitation, un excès. Elle ne reconnaît toujours pas qu'elle a nié, écrasé, bafoué les droits de nos ancêtres sur leur propre terre. Nous leur avons demandé de venir nous construire des hôpitaux ou des écoles ou des routes ? Nous leur avons demandé quelque chose et sont-ils venus avec des roses ou avec des canons ? Plus de quarante ans après l'indépendance, la France continue à nier leurs droits à nos parents et à nos ancêtres.

Après 1992, la France a offert visas, argent, statut de réfugiés politiques aux GIA et a mené une politique d'hostilité à tous les Algériens qui ont essayé de résister à la vague d'un terrorisme sans précédent dans l'histoire. B. Kouchner a été aux avant-postes de cette campagne qui a fait passer des villageois, contraints de se défendre, pour des milices, des tueurs. Il nous a organisé un blocus hermétique sur les armes et pas moyen d'acheter une cartouche pour fusil de chasse. La France attendait que l'Etat né de l'indépendance tombe sous les coups des Afghans qui les avaient aidés à briser l'URSS en Afghanistan. Sans pitié et sans remords. Oui, la France a essayé de reconquérir le pays en se trouvant de nouveaux alliés dans la place et en brisant l'Etat national. Oui Kouchner a été à la pointe de ce combat de reconquête et oui Sarkozy veut remettre l'Algérie dans l'orbite des intérêts français, ce qui s'appelle du néo-colonialisme. Le reste, c'est des mots. C'est bien enveloppé dans le style relations exceptionnelles qu'ils servent à tous les pays comme on enveloppe la marchandise. Mais A.O. prend-il le temps de vérifier si les paroles correspondent aux actes et à l'histoire de ceux qui les profèrent ?

M. B.

periscoop2008@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Lundi 9 juin 2008 - Page 2

L'ÉTONNANTE «SORTIE» DE KOUCHNER

Bernard Kouchner, le ministre français des Affaires étrangères, aurait, «poliment mais fermement», décliné le véhicule mis à son service par la présidence de la République, lors de son arrivée sur le tarmac de l'aéroport Houari-Boumediene jeudi dernier. C'est ce qu'affirment des sources informées en précisant que Bernard Kouchner a préféré monter dans la voiture de Bernard Bajolet, l'ambassadeur de France à Alger.



En attendant les maires

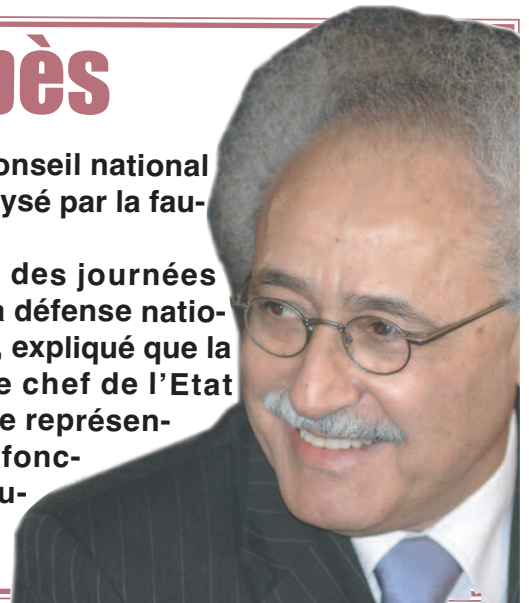
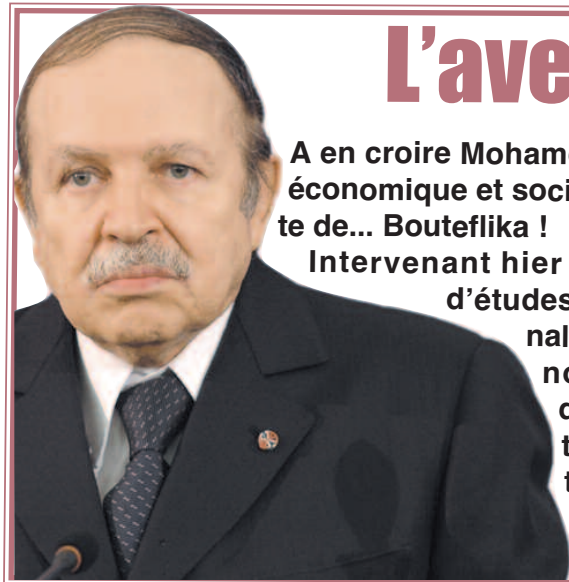
En dépit de l'instruction du ministère de tutelle, une grande partie des écoles primaires appliquant la demi-pension éprouvent des difficultés à garder les enfants au sein des établissements et les renvoient une fois le repas pris, au grand dam des parents qui travaillent notamment.

Et pour cause, les chefs d'établissement se plaignent de l'indisponibilité de personnel qualifié. Le recrutement de ce dernier dépend des APC qui gèrent, d'ailleurs, les cantines scolaires mais qui, manifestement, ne disposent pas de suffisamment de moyens pour assurer cette tâche.

L'aveu de Babès

A en croire Mohamed Seghir Babès, le Conseil national économique et social est quasiment paralysé par la faute de... Bouteflika !

Intervenant hier au cours des débats des journées d'études parlementaires sur la défense nationale, M. Babès a, en effet, expliqué que la non-désignation par le chef de l'Etat des membres devant le représenter a bloqué de fait le fonctionnement de l'institution qu'il dirige.



le HIC

lehic.dz@hotmail.com

ELIMINATOIRES CAN ET MONDIAL 2010 LE LIBERIA ENCAISSE 3 BUTS FACE À L'ALGERIE!

